



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Stellantis
Campus
Poissy

07 septembre 2026

Leur rentrée et la nôtre

Philippe, Lecornu, Attal : cet été, ces prétendants à l'Élysée y sont allés de leur démagogie anti-immigrés. À l'unisson raciste avec Marine Le Pen qui propose un référendum sur l'interdiction du voile dans les espaces publics. Français-immigrés, nous sommes tous des travailleurs, les seuls qui nous sont étrangers sont les milliardaires et les patrons. Gare à leurs manœuvres de division et diversions. Alors que la n-ième vague caniculaire traverse le pays, mettons nos intérêts de travailleurs et de travailleuses au cœur de cette rentrée !

Des plans d'urgence qui s'évaporent

Fin juin, le gouvernement annonçait un plan d'urgence de 60 millions d'euros pour la rénovation thermique des écoles. Un mois plus tard, il a annulé le plus gros et il n'en restait plus que 16 ! À peine de quoi payer les diagnostics énergétiques de 2 500 écoles ! Même pour que les enseignants et les enfants ne cuisent pas dans leurs classes l'été prochain, ils sont incapables de respecter leurs engagements.

Vendredi, la ministre de l'Agriculture annonçait le déblocage d'un milliard d'euros pour soutenir les agriculteurs très durement touchés par la sécheresse. Qu'en restera-t-il dans quelques semaines, alors que la somme paraît déjà bien faible pour aider les dizaines de milliers d'agriculteurs qui risquent de mettre la clé sous la porte ? Le gouvernement prépare un budget de combat contre tous les travailleurs, envisageant de nouvelles coupes sur les dépenses sociales, les pensions de retraite, les services publics.

Notre plan d'urgence

Cet été il a fallu continuer à travailler, quitte à mettre notre santé en péril. Les méga-feux ont montré que nos dirigeants sont incapables de prévenir ni de guérir quoi que ce soit. Alors, face au désastre climatique et à l'urgence sociale pour tous les travailleurs des campagnes et des villes, il va falloir qu'on prenne nos affaires en main.

Il y a urgence à augmenter les salaires de 400 euros pour tous et toutes, pour faire face au coût de la vie qui ne cesse d'augmenter. Il faut contrôler les marges de Total, Carrefour, Leclerc et des autres entreprises de la grande distribution qui profitent de la crise agricole et des tensions internationales pour augmenter leurs profits. Alors que les plans de licenciements se multiplient, il faut interdire les licenciements. De l'argent, il y en a, à commencer

par celui qui coule à flots pour le patronat, qui se gave de plus de 200 milliards de subventions et d'allègements de cotisations sociales et impôts chaque année.

Nous produisons tout, à nous de décider de tout

Pour imposer ces mesures, nous ne pourrions compter que sur nous-mêmes. C'est le message que porteront notre candidate Selma Labib et notre porte-parole Gaël Quirante dans l'élection présidentielle. Aucune raison d'attendre avril 2027 pour laisser éclater notre colère, seule à même de faire ravalier son arrogance au patronat qui mène la société de crises en guerres, de catastrophes climatiques en catastrophes sanitaires.

Tous ensemble le 29 septembre

Dès la rentrée, des grèves ont éclaté dans des établissements scolaires, contre des fermetures de classes ou des postes vacants. La colère ne manque pas dans bien des secteurs. Les pompiers, qui ont combattu les feux malgré les coupes dans leurs moyens et leurs effectifs, ont fixé un rendez-vous pour l'heure des comptes : ils se rassembleront à Paris du 26 au 28 septembre et entreranno en grève aux côtés des agents publics le 29 septembre. Comme eux, de nombreux travailleurs, du public comme du privé, sont envoyés en première ligne sans moyens et sans même un salaire décent.

C'est bien une riposte d'ensemble qu'il faudra construire pour reprendre tout ce qui nous a été volé. En cette rentrée, des salariés des transports, du social ou de l'éducation ont déjà prévu des journées de grève. Saisissons-nous de toute opportunité pour nous organiser sur nos lieux de travail et discutons de rejoindre la grève du 29 pour frapper tous ensemble au même moment.

Filosa, ton pipeau sonne faux

La presse s'est extasiée sur le discours de Filosa à la grand-messe du Medef mercredi 26 août. Elle prend pour argent comptant sa promesse de ne fermer aucune des 12 usines françaises du groupe. Mais on peut vider un site sans pour autant le fermer. Avec nos collègues de Douvrin et de Poissy, où l'emploi est en chute libre, nous répondons qu'un site ouvert ne vaut que s'il y a des salariés dedans.

Ce n'est pas à nous de payer

Cet été, Stellantis a rappelé près d'un million de véhicules vendus en Amérique pour des problèmes de caméras de recul. Le nombre de véhicules rappelés par le groupe est passé selon Euronews de 7,3 millions en 2024 à 13,4 millions en 2025. C'est la conséquence de la politique des patrons de Stellantis, en particulier la chasse aux coûts de Tavares. Nous l'avons déjà payée sur nos salaires et nos emplois. Pas question de nous dire que ces rappels seraient dus à une baisse de qualité de notre travail ! Et encore moins de laisser faire de nouvelles attaques contre nous au nom du coût de ces rappels !

Balade à Flins

La direction de Renault vient d'annoncer l'abandon du projet de cataphorèse qui devait être implanté sur le site de Renault Flins. Ce n'est pas la première fois qu'elle promet des projets aux salariés pour développer l'activité sur le site, avant de finalement revenir sur ses promesses. Les patrons aiment à bercer d'illusions les salariés sur leur avenir comme si cela n'avait pas de conséquences bien réelles sur nos vies : notre direction mène la même politique sur l'usine de Poissy, comme elle l'a fait avec Douvrin avant elle.

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient, pour obtenir de réelles garanties, c'est aux salariés menacés de Poissy à Flins, de les imposer.

Volkswagen : le cataclysme continue

En début d'été, la direction de Volkswagen a lâché une bombe en annonçant la suppression de 50 000 emplois supplémentaires, avec quatre sites allemands menacés. C'est la suite d'une offensive sans précédent du patronat de l'automobile allemand : VW avait déjà annoncé la suppression de 50 000 emplois fin 2024, ce qui porte le total des suppressions d'emplois à 100 000.

Alors que le syndicat IG Metall avait péroré en menaçant la direction d'une lutte sans merci, l'accord a finalement été signé jeudi 3 septembre après des négociations sans combat sur le dos des travailleurs. Voilà de quoi rassurer la presse et les analystes patronaux qui se sont félicités : VW a pris 8 % en bourse dès le lendemain !

La direction de VW s'est appuyée sur les organes de cogestion pour faire passer son plan criminel. Les travailleurs ne pourront compter que sur leur lutte : en décembre 2024 deux jours de grève avaient mobilisé près de 100 000 grévistes, en voilà une force capable de remballer cette immense casse sociale !

Les loyers crèvent le plafond

La Fondation pour le logement vient de publier son sixième baromètre sur l'encadrement des loyers. À Paris, le pourcentage des propriétaires qui font payer à leurs locataires des loyers qui dépassent le plafond légal est passé en un an de 31 % à 46 %, « un record ». À l'échelle nationale, 37 % des bailleurs ne respectent pas la loi. Pour la contourner, les proprios exigent des « compléments de loyers » parfaitement illégaux. Mais ils n'ont pas trop de mauvais sang à se faire puisque le dispositif d'encadrement des loyers s'éteindra dans quelques semaines. Une nouvelle loi devrait être débattue à partir d'octobre, mais elle risque d'être tout aussi inefficace que la précédente.

Haro sur la « mode jetable »... si elle vient de Chine

L'une des mesures phares de la loi contre la « fast fashion », adoptée par le Parlement durant l'été est le malus financier sur les habits de mode jetable importés. Entré en vigueur le 1er septembre, il prévoit jusqu'à 19,50 euros de pénalités par pièce en 2030, plafonnés à 50 % du prix hors taxe. Le gouvernement affirme sans rire qu'il s'agit d'une législation vertueuse qui doit pénaliser les groupes chinois (Sham, Temu, AliExpress...) qui ne respectent ni la libre concurrence, ni l'environnement, ni le droit du travail. Mais pas question qu'elle touche les groupes européens de « fast fashion » (Ba&sh, Kiabi, Zara...), qui font presque pareil ! Une mesure protectionniste donc ; rien à voir avec le respect du droit du travail et de l'environnement.

Quand Bolloré s'en prend aux « malfaiteurs »... de la justice

L'ultra-réactionnaire magnat de la presse Vincent Bolloré doit comparaître en justice le 7 décembre prochain. Il est accusé d'être impliqué dans une affaire de corruption massive au Togo. On lui reproche d'avoir sous-facturé des prestations de communication pour favoriser la réélection du président Faure Gnassingbé en 2010, en échange d'une concession pour la gestion du port autonome de Lomé. Pour tenter d'échapper à la justice, les avocats de Bolloré ont déposé plainte pour « association de malfaiteurs » contre l'ex-président du tribunal judiciaire de Paris et une responsable des chambres correctionnelles, accusés de s'être entendus pour le piéger. Si aujourd'hui un honnête milliardaire ne peut plus magouiller en toute tranquillité, dans quel monde vit-on ?